

Source	<i>Critique internationale</i> n°36
Date	mars 2007
Signé par	Magali GRAVIER

Cet ouvrage collectif est le prolongement du colloque international et interdisciplinaire organisé à l'ENS en 2004. Il témoigne de l'émergence d'une jeune génération de chercheurs français qui s'intéressent aux pays d'Europe centrale et collaborent avec des chercheurs internationaux spécialistes de cette aire géographique. Ainsi, les codirecteurs de ce volume, deux doctorants français, ont réuni un collectif d'auteurs intéressant à plus d'un titre. Tout d'abord, les contributeurs appartiennent à des générations différentes. Pour tous, la phase de mise en place des régimes dits « communistes » en Europe centrale fait partie d'une histoire assez « ancienne » (les plus âgés n'étaient à l'époque que des enfants). Mais certains d'entre eux ont été des acteurs (certes plutôt passifs ou en exil) de la phase de « routinisation » du communisme et les plus jeunes ont des souvenirs d'enfance ou d'adolescence de la fin de ces régimes, voire de la chute du Bloc de l'Est. Ensuite, ces auteurs sont originaires d'Europe de l'Ouest (France, Italie) et d'Europe centrale (Hongrie, Pologne et Roumanie). La diversité des origines et la différence de générations produisent une heureuse combinaison que viennent enrichir quelques témoignages personnels comme ceux de François Fejt, « auteur survivant dans l'exil », qui a rédigé la préface (p. 17), de Tadeusz Cegielski, historien et Grand Maître de la Grande Loge nationale de Pologne, ou de Lucian Boia, dont la contribution porte sur les élites roumaines. Ces regards croisés constituent à n'en pas douter une des richesses de l'ouvrage. C'est un plan chronologique qui a été choisi, ce qui, de prime abord, peut sembler manquer d'originalité. Ainsi, la première section couvre la période de mise en place des régimes communistes, la seconde, celle de leur « routinisation », la troisième, un peu plus courte, celle de leur effondrement et de l'installation des transitions démocratiques. Pourtant, du fait du nombre assez important de contributions – vingt et une, auxquelles s'ajoutent une préface, une postface et un entretien –, et grâce à un ordonnancement par pays et par thème à l'intérieur de chacune des parties, ce plan d'ensemble permet de développer progressivement une compréhension à la fois de la relation que le communisme et les élites ont entretenue à l'échelle de cette région, de la manière dont cette relation s'est transformée au fil du temps mais aussi des différences qui existaient d'un État à l'autre. On apprend ainsi que le « Bloc » de l'Est, trop souvent présenté comme un système homogène et statique, comportait d'importantes variations régionales, et qu'au sein même de ces différences la situation de chaque État a évolué au cours des trois périodes (voir les contributions complémentaires de Francesco Guida sur les élites roumaines à l'époque de Gheorghiou-Dej et d'Alina Tudor-Pavelescu sur les premières années de la prise du pouvoir par Ceaucescu, ainsi que celle de Marion Marmorat sur les élites régionales de Slovaquie et de Hongrie avant et après la transition démocratique). Sont également exposées dans le détail les logiques très subtiles de mise en scène des élites dans des sociétés pourtant dites sans classes (Roman Krakovsky) ; les difficultés rencontrées par les minorités culturelles (notamment celles décrites par François Bocholier et Stefano Bottoni en Transylvanie) ; le rapport complexe aux religions, le pouvoir alternant entre neutralisation, mise au pas et élimination physique des opposants – institutions ou personnes – selon les États mais aussi selon les religions, la religion catholique, du fait de l'existence du Saint-Siège, s'en sortant parfois mieux que les autres (voir Nicolas Bauquet sur les élites catholiques et protestantes en Hongrie, Cristea Vasile sur les élites uniates et orthodoxes en Roumanie

ainsi que Viktor Karady, d'Audrey Kichelewski et Catherine Horel qui mettent au jour l'utilisation parfois très stratégique des politiques d'intégration ou d'assimilation des communautés juives). Ce livre est donc bienvenu, notamment parce qu'il a le très grand mérite de mettre à la disposition du lecteur francophone une somme d'informations non seulement très variées mais surtout peu connues sur les États d'Europe centrale. Peu connues, d'abord, parce que la littérature écrite ou traduite en français sur ces pays est rare. Les auteurs ayant tous exploité des sources primaires et de la littérature secondaire écrites dans les langues des pays étudiés, leurs contributions présentent le double avantage de communiquer des résultats de recherche et d'analyses en cours tout en permettant au lecteur français de découvrir une littérature qui ne lui est pas accessible pour des raisons linguistiques. Peu connues, ensuite, parce que la « nouvelle » Europe dont il est question dans ce livre a longtemps été cette « autre » Europe, à la fois coupée de la nôtre par le rideau de fer et écrasée sous une chape de plomb autoritariste qui rendait l'accès aux archives impossible. L'ouvrage présente, en outre, l'intérêt de couvrir toute une région. Si l'on ne peut réellement le qualifier de comparatif – une petite partie des contributions le sont réellement, les autres sont des études de cas –, il offre, pris dans son ensemble, un panorama assez complet de l'objet qu'il se propose de traiter. Chaque pays, la RDA mise à part, fait en effet l'objet de plusieurs contributions qui sont, de surcroît, produites par des chercheurs de disciplines complémentaires. On en vient du coup à regretter que Lydia Coudroy de Lille soit la seule géographe de ce projet : sa contribution sur le territoire urbain des élites polonaises donne au lecteur non géographe l'envie d'en apprendre davantage sur le même sujet dans les autres pays de la région. Mais le manque n'est que relatif : la somme proposée est déjà volumineuse ! Les regrets – peu nombreux – portent sur d'autres points. Tout d'abord, sur le fait qu'il n'y ait qu'une seule contribution sur l'Allemagne de l'Est. Il existe désormais une littérature très riche sur la RDA et sur la transition démocratique est-allemande. Elle n'est certes pas toujours disponible en français, mais elle l'est souvent dans des langues plus faciles d'accès que les langues d'Europe centrale. L'apport de contributions supplémentaires sur le cas est-allemand n'aurait donc pas été placé sur le terrain du factuel ; il aurait plutôt permis une comparaison presque inexistante aujourd'hui entre les pays d'Europe centrale et l'Allemagne de l'Est. L'exceptionnalité de la partition de l'État allemand en 1945, puis celle de la transition est-allemande du fait de l'unification expliquent sans doute que la communauté des chercheurs intéressés par des questions et objets de recherche pourtant apparentés se soient scindés en deux groupes, l'un spécialisé sur l'Allemagne, l'autre sur un ou plusieurs États situés à l'Est de la « ligne Oder-Neisse ». Or les contributions de ce livre révèlent un degré de similarité suffisant pour justifier davantage de travaux comparatifs entre l'Europe centrale et la RDA tout en dévoilant suffisamment de différences pour qu'une telle comparaison soit porteuse. La question du comparatisme qui vient d'être évoquée est au cœur de ce livre à un autre titre. Le choix de comparer la manière dont les élites se sont comportées et ont été traitées au cours des trois périodes étudiées ici pose la question de la définition et de l'opérationnalisation du concept d'élite. Il est dommage que les auteurs ne se soient pas interrogés davantage sur ce concept et sur les difficultés méthodologiques que soulève l'objet de ce livre. Dans un article un peu daté désormais, Giovanni Sartori avait évoqué la difficulté à faire voyager les concepts dans l'espace¹. Ce que les historiens savent depuis longtemps, c'est que lesdits concepts voyagent tout aussi mal dans le temps. Sandrine Kott se demande avec justesse « comment saisir et étudier les élites d'un État quand le terme même est banni du discours politique comme de l'analyse sociologique de celui-ci » (p. 169). Ici,

¹ Giovanni Sartori, « Concept Misformation in Comparative Politics », *The American Political Science Review*, 64 (4), 1970, p. 1033-1053.

l'interrogation porte sur la posture du scientifique face à un objet « caché ». Mais la lecture de ces contributions montre bien que le véritable problème se trouve ailleurs et que les chercheurs qui travaillent sur les régimes communistes n'ont pas vraiment d'états d'âme face à ce faux problème : la notion d'*équivalent fonctionnel* permet dans bien des cas de résoudre ce qui est le plus souvent un problème de nominalisme en s'attachant non pas à la manière dont les acteurs sociaux nomment un objet, mais à la fonction remplie par cet objet : « élite » ici, « nomenklatura » ou « cadre » là (comme le font, d'ailleurs, Sandrine Kott sur la communisation des élites de la RDA et Antoine Marès sur celle des élites tchèques). La réelle difficulté tient au fait que les groupes sociaux qui constituent les élites n'ont pas toujours été les mêmes. Une recherche, qui pourrait être assez facilement circonscrite à l'examen d'un groupe social déterminé, dans la mesure où le contexte étudié est celui d'une stabilité politique relative, doit, dans le cas de l'Europe centrale, élargir sa focale à des groupes qui n'étaient pas considérés comme des élites à un moment donné de l'histoire, le sont devenus dans un nouveau régime, puis ont cessé de l'être à la suite d'un nouveau changement de régime. Par le choix qu'ils ont opéré, les auteurs de cet ouvrage se trouvent donc confrontés à la difficulté de circonscrire leur objet, problème méthodologique majeur dans une démarche scientifique. Pour résoudre ce problème, certains auteurs ont choisi de décontextualiser le concept afin de « gagner » en surface (Balázs Ablonczy et Ignác Romsics), d'autres ont fait le choix inverse de recontextualiser le concept en reprenant la définition proposée par le régime étudié (Nicolas Bauquet). Les deux options sont méthodologiquement défendables : la première relève d'une démarche comparative, la seconde de l'étude de cas. Enfin, on pourra être surpris que seul Dariusz Jarosz ait abordé directement la question de la loyauté alors que plusieurs contributions sont consacrées à la formation des élites, autrement dit à la manière dont on transmet les valeurs politiques et les connaissances qui servent à fonder une identification au régime (Paul Gradwohl et Máté Botos fournissent respectivement des informations très intéressantes sur le rôle de George Soros dans la formation universitaire des élites hongroises dès les années 1980 et sur les dilemmes de la formation des élites catholiques en Europe centrale et les relations entre élites catholiques et conservatrices). Quel que soit le régime qu'elles servent ou représentent, les élites ne sont pas seulement des groupes aux caractéristiques sociales particulières qui accèdent aux positions dites de pouvoir. Ce sont aussi des groupes dont on attend un comportement loyal doublé le plus souvent d'un degré d'identification élevé. C'est en raison non seulement de ces comportements mais aussi de ces identifications que les élites peuvent se poser en représentants, voire en gardiens de tel ou tel régime, de telle ou telle mémoire (le texte d'Árpád von Klimò est à cet égard exemplaire). C'est également pour cela qu'elles payent de leur liberté, voire de leur vie, les changements de régime. En effet, les politiques d'épuration ne sont pas tant des mesures destinées à punir qu'« un instrument de pouvoir politique visant à établir une nouvelle couche dirigeante ; tout du moins, leur objectif est d'écarter les représentants de l'ancien régime et de placer dans les positions clés des personnes politiquement fiables de la même couleur politique »². Il devient donc évident qu'il n'est pas nécessaire d'avoir commis personnellement un crime pour être frappé par une mesure d'épuration. Cette logique vaut pour toutes les transitions, qu'elles soient autoritaires ou démocratiques... Cela dit, l'analyse microsociologique de M. Marmorat sur le barrage de Gabíkovo-Nagyymaros rappelle « qu'on ne peut réduire l'histoire des élites à celle d'une transition » et qu'un « changement de régime ne peut être assimilé à un changement des élites » : celles-ci ont leur propre rythme de renouvellement. On ne

² Clemens Vollnhals, *Entnazifizierung. Politische Säuberung und Rehabilitierung in den vier Besatzungszonen 1945-1949*, Munich, DTV Dokumente, 1991, p. 8.

peut qu'être d'accord avec Pierre Kende, qui, dans sa postface, rappelle à quel point il est fondamental de s'intéresser à cette histoire des pays d'Europe centrale. L'histoire écrite ici, tant par des historiens que par des spécialistes d'autres sciences sociales, entretient un rapport complexe avec le passé comme avec le présent. Maurice Halbwachs a enseigné que « la société ne peut vivre que si, entre les individus et les groupes qui la composent, il existe une suffisante unité de vues »³. Pour cela, elle « tend à écarter de sa mémoire tout ce qui pourrait séparer les individus, éloigner les groupes les uns des autres et (...) à chaque époque elle remanie ses souvenirs de manière à les mettre en accord avec les conditions variables de son équilibre »⁴. Nous devons apprendre à connaître nos nouveaux voisins de l'Est, parce qu'ils sont non seulement nos voisins, mais aussi, depuis les élargissements de 2004 et 2007, nos concitoyens dans l'Union. Or « ce que le groupe oppose à son passé, ce n'est pas son présent, c'est le passé (...) de groupes auxquels il tend à s'identifier »⁵. Si nous voulons comprendre l'Europe d'aujourd'hui et nous identifier à elle davantage, nous devons connaître et faire nôtre le passé de tous ses États membres. C'est ce à quoi contribue ce livre.

³ Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire* (1925), Paris, Albin Michel, 1994, p. 289.

⁴ *Ibid.*, p. 290.

⁵ *Ibid.*, p. 291.